

depuis action 136

15 octobre	Existrans
10 novembre	RéPI 102 d'Act Up-Paris, "EtrangèrEs en France, parcours de contaminations ?"
20 novembre	TDOR - Journée du souvenir trans
25 novembre	Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes
26 novembre	"ACT YOU UP !", soirée de soutien à Act Up-Paris
1er décembre	Journée mondiale de lutte contre le sida

d'ici à action 138 (parution mars 2017)

17 décembre	Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux travailleurEUSEs du sexe
14 janvier	Manifestation nationale pour les revendications LGBT et la solidarité des minorités
21 janvier	RéPI 103 "Capotes !"
8 mars	Journée internationale de luttes pour les droits des femmes
mars-avril	Assemblée générale ordinaire de l'association

Act Up-Paris : 1 permanence, 3 commissions

Permanence Droits sociaux : chaque mercredi, 13h à 17h au local, gratuitement et sans rendez-vous !
Commission Vivre Avec (Droits sociaux, Information thérapeutique) : 1 jeudi sur 2 de 18h30 à 19h30
Commission Prévention : 1 mardi sur 2 de 15h à 18h
Commission LGBTphobies-sérophobie : 1 lundi sur 3 de 19h à 22h
Plus d'informations sur nos réseaux sociaux (Facebook et Twitter) pour l'actualité de nos commissions et de nos réunions. Ou en Réunion hebdomadaire (RH) chaque jeudi à 19h30 au local de l'association !

Act Up-Paris est un groupe de lutte contre le sida. Rejoignez-nous !

Nos réunions ont lieu chaque jeudi à 19h30 au local d'Act Up-Paris, 8 rue des Dunes 75019 (Métro Belleville Commune de Paris).

Elles sont ouvertes à touTEs nos sympathisantEs. Réunions publiques d'information une fois par trimestre.

Action, la lettre d'informations d'Act Up-Paris. Directeur de publication : Mikaël Zenouda. Ce journal est réalisé par des militantEs d'Act Up-Paris. Il ne peut être vendu. La reproduction des articles est autorisée à condition d'en citer la source : Action, la lettre d'informations d'Act Up-Paris.

CC BY-NC-ND 3.0. ISSN 1158-2197. Dépôt légal à parution. CCPAP 0613 H 98461.

Consultez nos médias www.actupparis.org / www.reactup.fr / facebook "Act Up-Paris" / Twitter @actupparis / Liste mail (samizdat.net) actupinfos

Adhésions et soutiens : cf. rubriques "Adhérer" et "Nous soutenir" de notre site internet.

Nos actions... jusqu'à la cassation !

Après la décision de la cour d'appel de Paris du 2 novembre 2016, condamnant l'ancienne présidente d'Act Up-Paris face à la LMPT, Act Up-Paris soutient la décision de son ancienne présidente de se pourvoir en cassation.

Suite au zap de la Fondation Lejeune du 4 août 2013, la présidente d'Act Up-Paris au moment des faits a été condamnée à payer 800 euros d'amende, 800 euros de dommages et intérêts et 1500 euros de frais de justice à la partie adverse suite à ces "injures publiques".

Une décision collective a conduit à envisager le pourvoi en cassation, qui a été introduit dans la foulée.

En effet, notre analyse reste inchangée : l'adjectif "homophobe" n'est pas une injure, mais une caractérisation politique d'un propos qui méprise les gouines et les pédés, cautionne l'inégalité en droit avec les hétéros, alimente des discriminations et des violences. Comment faut-il désigner cELLEux dont les paroles et les actions s'opposent régulièrement à tout ce qui pourrait servir à l'émancipation des personnes LGBT ? Nous ne pouvons accepter que la cour d'appel nous prive ainsi d'un moyen de nommer et de dénoncer les discours politiques de nos adversaires. C'est cette position que nous allons chercher à faire valoir désormais, même si ce combat s'annonce long, rude et coûteux.

Pour continuer de lutter contre toutes les discriminations, qui font le jeu de l'épidémie de VIH/SIDA et pour mener ses actions au quotidien, Act Up-Paris a toujours besoin de votre soutien. Vous pouvez faire un don à l'association, nous soutenir en portant un badge ou un T-Shirt d'Act Up-Paris à commander. Pour cELLEux qui ne peuvent le faire, et pour touTEs les autres, nous vous invitons à marcher et agir ensemble contre l'épidémie, et à participer à la mobilisation, qu'Act Up-Paris sait être en cours d'organisation, du 14 janvier pour les droits des LGBTIQ et la solidarité des minorités.

action 137

la lettre d'informations d'Act Up-Paris
décembre 2016

éditorial : séropos, on vote pour qui ?

Epidémie politique, luttes politiques !

En 2016 comme en 1995, c'est avec un mot d'ordre mettant en avant les séropos que nous avons choisi de marcher ce premier décembre, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida.

Nous sommes bien entendu loin du mot d'ordre de 1995 - « Séropos, la France vous préfère mortEs ! » - parce que, sur bien des aspects, la situation des personnes vivant avec le VIH s'est améliorée, notamment du fait des progrès thérapeutiques. Pourtant, avec ceux-ci, les gains d'espérance de vie posent de nouvelles questions, parce que les premiers traitements et leurs effets indésirables exposent à des incapacités, à la survenue de nouveaux risques et de maladies liées au vieillissement, ou à des trajectoires complexes qui pèsent sur les droits à la retraite de nombre d'entre nous, exposéEs à un avenir proche du minimum vieillesse. De plus, l'accès aux soins, aux droits, au logement, à l'emploi, etc. restent des questions cruciales...

Et, même si nous ne l'inscrivons pas sur une banderole de tête, il y a toujours autant besoin d'une remobilisation générale des séronégatifEs, tout particulièrement sur les enjeux de prévention et de lutte contre la sérophobie. Si le nombre de contaminations par le VIH reste stable ces dernières années en France, il continue d'augmenter chez les gays et les bis, et en particulier pour les plus jeunes d'entre eux et pour les seniors.

À l'international, la situation s'améliore très lentement, avec notamment une baisse conséquente des transmissions mère-enfant dans certains pays, une baisse des décès liés au sida et une hausse de la mise sous traitement des séropositifEs ; mais cet équilibre est précaire, faute de financements supplémentaires. Le risque d'une reprise généralisée de l'épidémie, qui s'observe déjà dans certains pays, criminalisant les usagerEs de drogue, réprimant les minorités sexuelles et de genre, est réel.

Ce quinquennat a d'un côté été marqué par des décisions iniques (pénalisation des clients des travailleurSEs du sexe, expulsion d'étrangerEs malades, PMA abandonnée, coupes dans les financements internationaux, fixation des prix des médicaments, etc.) ; de l'autre, certaines réclamations des associations ont été imparfaitement satisfaites et arrivent trop tardivement (autotests trop chers, salles de consommation à moindre risque expérimentées tardivement et uniquement adossées à des hôpitaux, réforme des centres de dépistage sans budget supplémentaire, réforme des minima sociaux aux conséquences bien incertaines, campagne d'affichage de prévention ciblée acquise au forceps, etc.). De plus, au lendemain des primaires de la droite et du centre, la campagne présidentielle est amenée à s'intensifier dans les prochaines semaines.

Face à tout cela, ce 1er décembre, il est urgent d'agir, de s'organiser pour peser sur la campagne, pour dénoncer que celle-ci parte aussi mal lorsqu'il s'agit d'aborder les enjeux liés à la lutte contre l'épidémie, pour refuser les promesses sans lendemain et exiger des moyens et des mesures concrètes.

Ce faisant, nous rappelons que l'épidémie a des causes politiques et que, dès lors, la lutte contre le sida est une lutte politique. Celle-ci passe par la réaffirmation du caractère politique de nos communautés, par le fait de rendre visible nos orientations sexuelles, nos identités de genre, nos statuts sérologiques, et de faire entendre la voix et les revendications des plus discriminéEs et invisibiliséEs d'entre nous.

Ce que nous refusons

Nous, séropos, séronegs, pédés, biEs, gouines, trans, intersexes, femmes, migrantEs, putes, usagèrEs de drogue, prisonnierEs, qui manifestons ce 1er décembre sommes une communauté politique qui refuse de donner un blanc-seing au gouvernement sortant, qui s'est joué des droits des minorités en faisant traîner les débats autour